



PCF : LES OLYMPIADES DE LA DÉMOCRATIE

Le 22^e congrès du Parti communiste français marque-t-il son entrée dans une nouvelle phase de son histoire ? Il est de toute façon trop tôt pour se prononcer avec assurance. Mais on peut déjà remarquer que le 22^e congrès a davantage rendu compte des changements survenus dans le PCF depuis plusieurs années qu'il n'en a introduits de nouveaux.



La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, sur laquelle se fonde la stratégie du PCF, n'est pas nouvelle. L'analyse des rapports de classes dans la société française qui en découle, la volonté de ne pas affecter profondément l'équilibre des relations entre USA et URSS, tout cela n'est pas nouveau non plus.

Dès la fin de 1968, le PCF était amené à privilégier la voie pacifique de passage au socialisme, après avoir exclu le recours à la voie révolutionnaire lors de la crise des mois de mai et juin précédents. L'évolution du PCF a été accélérée par la mise en œuvre d'une politique d'union de la gauche en 1972 et les conclusions qu'il a tirées des expériences chilienne et aussi (malgré le ferme soutien apporté au PCP) portugaise. Le 22^e congrès l'a ratifiée, en adoptant une stratégie de conquête légale du pouvoir et de transition graduelle au socialisme par l'utilisation de l'actuel appareil d'Etat, adapté et démocratisé. Cette « voie française au socialisme », privilégiée il y a sept ans, est aujourd'hui présentée comme la seule possible.

La construction du socialisme « **aux couleurs de la France** » suppose, pour le PCF, l'existence d'un large consentement social. C'est pourquoi il propose une « Union du peuple de France » regroupant autour de la classe ouvrière les autres salariés et la petite et moyenne bourgeoisie. Il s'agit pour lui de susciter l'adhésion des classes moyennes et des couches capitalistes inférieures, ou au moins de les neutraliser. Dans ce but, le PCF cherche en priorité à rallier la fraction la plus archaïque, la plus arriérée, de la bourgeoisie, celle que l'internationalisation et la concentration croissantes du capital menacent de faire disparaître. C'est pourquoi il se pose en défenseur de l'ordre et de la moralité, en parti respectueux de la légalité et soucieux de préserver les valeurs « éternelles » de la nation française, avec parfois des accents maurrassiens assez inattendus, comme dans le cri vibrant de Georges Marchais : « **tout ce qui est national est nôtre !** ».

De cette stratégie légaliste, de cette perspective d'alliance de classes très large, découle logiquement l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, incompatible avec une politique de main tendue aux PME, et qui devenait purement idéologique. L'accent mis sur les libertés et les critiques, d'ailleurs positives, formulées à l'égard de la répression politique en URSS, témoignent de la nécessité, pour le PCF, de se montrer plus crédible et

convaincant sur un terrain où le desservait sa fidélité à la tradition stalinienne et au modèle soviétique.

les libertés

Ce virage sur les libertés dans les pays socialistes a plus particulièrement frappé les commentateurs. Il est exact que le PCF a pris ses distances vis-à-vis du régime soviétique. En présentant les délégations amies présentes au congrès, Paul Laurent a été remarquablement discret dans l'exaltation de l'URSS. Dans son discours de clôture, Georges Marchais a déclaré : « **Pour nous, à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se commet dans le pays qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme.** »

Mais ces « **manquements** » ne sont considérés que comme des bavures regrettables, et les remarques faites à leur sujet ne s'accompagnent pas d'un examen critique des sociétés dites socialistes. Le PCF n'entend plus aujourd'hui subordonner exclusivement la poursuite de ses propres objectifs à la défense de l'URSS, et affirme son autonomie. Mais l'autonomie n'est pas l'indépendance, et on peut prévoir que des liens étroits subsisteront entre communistes français et soviétiques : la personnalité même de certains dirigeants du PCF, y compris des plus récemment promus comme Kanapa et Fiterman, en est une indication concrète.

C'est pourquoi paraît encore excessive l'interprétation donnée du 22^e congrès par Jean-Pierre Chevènement, suivant laquelle « **il n'y a pas de doute qu'il (le PCF) cherche à faire comprendre que ce qui se fera en France ne sera pas ce qui s'est fait en Union soviétique (...)** Le PCF évolue plutôt à la roumaine qu'à la tchèque, mais il évolue, et cela est positif. »

Cette appréciation recèle néanmoins un élément juste. Le parallèle entre le PC roumain — qui joint, à un extrême souci d'indépendance nationale, le maintien d'une rigoureuse orthodoxie politique et idéologique (qu'il vient de réaffirmer à propos de la dictature du prolétariat) — et le PCF, est intéressant. L'adoption d'un « socialisme démocratique » et le rejet de la dictature du prolétariat par le PCF sont contrebalancés par l'affirmation insistante de

son propre rôle dirigeant dans la lutte pour le pouvoir et le passage au socialisme. La répétition de ce type de formules esquisse la perspective de l'hégémonie du parti, d'abord sur la classe ouvrière, puis sur l'ensemble de la société, à travers le contrôle de l'appareil d'Etat.

une orientation fondamentale

Le fait que le PCF définisse une stratégie néo-réformiste n'implique pas pour autant qu'il renonce à son orientation programmatique fondamentale, celle du capitalisme d'Etat et d'un type de régime autoritaire. Les passages du document préparatoire au 22^e congrès, où est défini le rôle des travailleurs dans la phase de transition au socialisme, le réduisent à une participation, dont l'étendue est plus ou moins clairement définie, et l'exercice prévu par l'intermédiaire de représentants officiels (syndicats et surtout comités d'entreprise). Dans l'examen du processus graduel d'appropriation collective des moyens de production, nulle initiative n'est laissée à la classe ouvrière, dont le parti communiste à lui seul traduit les aspirations et exprime le mouvement. Le bel esprit démocratique qui anime le PCF ne le conduit pas à substituer le principe de la démocratie ouvrière à la conception autoritaire du stalinisme...

Il ne l'amène pas davantage à rompre avec un mode d'organisation directement hérité du stalinisme. Le caractère lourdement formel, unanime, des débats du congrès lui-même est d'autant plus frappant que les discussions préparatoires, au niveau fédéral, avaient été plus ouvertes, plus vivantes et moins homogènes. A la tribune du congrès, aucune voix n'a pu s'élever pour le maintien de la dictature du prolétariat dans la résolution finale, ou contre les formules pudibondes et rétrogrades sur l'immoralité : pourtant, plusieurs milliers de militants avaient exprimé des réserves ou des critiques sur ces deux points. Sur les 5 000 amendements proposés au texte, 76 seulement ont été retenus par le congrès : le rapport fait par Kanapa sur le déroulement du débat témoigne de leur nature « inoffensive ». André Vieuguet s'est livré à un rappel à l'ordre en règle sur les principes d'organisation, en dénonçant le caractère pernicieux des tendances et en développant les vieux schémas introduits par le stalinisme.

Cette continuité dans le mode de fonctionnement démontre le caractère relatif des changements intervenus dans le PCF ; ceux-ci concernent la stratégie et la tactique du parti, et non les principes sur lesquels il a été édifié. On retrouve cette continuité dans la direction du parti. Tous les suppléants du Comité central désignés par le 20^e congrès, sauf un, ont été élus à cette instance ; les nouveaux suppléants sont tous des militants confirmés, en majorité fonctionnaires du parti ou des organisations qui lui sont proches, adhérents (sauf un) depuis au moins 1965. On ne note que deux départs du secrétariat, et un

seul du Bureau politique. Cette stabilisation contraste avec la part faite aux militants récents dans la désignation des délégués aux congrès fédéraux et même au congrès national.

C'est finalement en termes purement tactiques, par rapport au 21^e congrès et à la politique de harcèlement à l'égard du PS suivie l'année passée, que le changement est le plus grand.

A travers ses prises de position et ses débats, le PCF définit une tactique qui reste centrée sur son propre développement, mais en d'autres termes qu'en 1975. Aune attitude défensive de repli sur soi, de repli sur son champ d'influence traditionnel, succède une politique où le PCF se présente comme le pivot de l'union de la gauche, seul capable d'élargir cette alliance sans que cet élargissement implique la collaboration de classes et le détournement sur la droite de la coalition de gauche. Face au PS, il dénonce, en termes plus politiques et moins agressifs, les tentations d'alliance avec

la bourgeoisie ; le PCF se pose devant les travailleurs comme garantissant à la fois le succès de l'union de la gauche et le maintien de ses objectifs fondamentaux. Il tente aujourd'hui de porter la concurrence avec le PS sur le terrain privilégié de celui-ci, en termes à la fois sociaux (les classes moyennes) et idéologiques (les libertés, le socialisme démocratique), tout en cherchant à préserver sa « chasse gardée » sur la classe ouvrière.

Aussi la situation actuelle permet-elle de prévoir que la concurrence entre le PCF et le PS ne va pas s'atténuer. Le débat se développera sur un ton peut-être moins dur, et sur des thèmes renouvelés. Mais le PC et PS gardent et développent leurs objectifs propres, leur autonomie tactique. Leurs projets politiques, les alliances sociales qu'ils proposent, sont loin d'être identiques et peuvent devenir contradictoires à moyen terme. Les tensions ne sont pas près de disparaître dans l'union de la gauche, dont la proximité des échéances électorales constitue le meilleur ciment.

C'est pourquoi, également, il ne faut pas s'illusionner, à propos des conséquences du 22^e congrès, sur les possibilités de riposte unitaire du mouvement ouvrier. Le PCF cherche en priorité à se renforcer de façon autonome. Ce n'est que dans la mesure où elles peuvent contribuer à ce renforcement, et où elles s'intègrent dans sa propre stratégie, qu'il s'engage dans des actions unitaires. L'attitude unitaire qu'il a prise le 15 janvier sur l'armée correspond à une pression de sa base et à sa volonté de ne pas désertter un terrain dont il avait pu constater le caractère « inoffensif » pour sa politique légaliste.

Le PCF préfère l'évocation abstraite des grandes luttes à mener « demain » pour construire le socialisme à la recherche concrète d'une riposte unitaire contre la politique du pouvoir. Sans doute croit-il pouvoir assurer, à lui seul, la défense de la classe ouvrière frappée de plein fouet par la censure ?



Au niveau de la direction, les changements sont moins nombreux qu'on pouvait s'y attendre. Certains étaient prévisibles, et surtout le retrait du secrétariat d'Etienne Fajon, qui avait déjà abandonné la direction politique de l'Humanité ; celui d'André Vieuguet, très présent pendant le congrès, l'était moins.

Quelques anciens quittent le Comité central, un seul le Bureau politique. En ce qui concerne les promotions, elles consistent essentiellement dans la titularisation des suppléants : à la fois au Comité central et au Bureau politique, où accèdent de plein droit M. Bertrand, J. Cham-baz, G. Hermier, J. Kanapa, J. Colpin. Ce dernier est, en outre, élu au secrétariat du Comité central, comme Charles Fiterman, dont l'ascension est la plus foudroyante. Simple suppléant au CC à l'issue du Congrès, il se retrouve titulaire dans cet organisme, suppléant du Bureau comme Gremetz et Lajoinie et membre du secrétariat. Il a été le secrétaire particulier de Georges Marchais, et l'auteur au 21^e congrès d'un éloge vibrant du régime soviétique.

Ces modifications consacrent la prépondérance personnelle de Georges Marchais, entouré désormais aux plus hautes instances du parti d'une équipe très proche de lui. Le 22^e congrès et les manifestations qui l'ont accompagné ont du reste été caractérisés par la place centrale prise par Georges Marchais et une très nette personnalisation : les éloges qui lui ont été adressés, notamment par Gaston Plissonnier au nom du Comité central, rappellent quelque peu les pratiques communistes de l'ère thorzienne...



4 968 amendements transmis par les sections ; 821 amendements transmis par les fédérations ; 76 retenus par la Commission de la résolution du congrès. Aucun de ces amendements n'apporte de modification significative au texte : à vrai dire, c'était prévu... La direction du PCF n'a pas fait grand cas du résultat du débat, animé et ouvert, qui s'est déroulé à la base. Lors du 20^e congrès, dont les thèmes étaient pourtant moins brûlants, 215 amendements avaient été retenus par la Commission de la résolution générale.

Dans la préparation du 21^e congrès, le filtrage effectué au niveau des sections et des conférences fédérales avait été moins strict : 15 000 amendements avaient été transmis par les sections, 1 600 avaient abouti au congrès. On le voit, la démocratie avance sans cesse au PCF...